« Point de vue »

La lettre d'information de LGF Patrimoine

Le 15 Juillet 2026,

SOMMAIRE

PAGE 1 – 5 >
Les marchés, l'économie, l'actualité



L'économie, l'actualité, les marchés

Le deuxième trimestre 2026 a marqué une inflexion importante du scenario macroéconomique mondial. Après un début d'année dominé par l'espoir d'une désinflation progressive et d'un assouplissement monétaire graduel, la crise au Moyen-Orient a brutalement rappelé que la géopolitique reste un facteur déterminant pour les marches financiers.
La guerre impliquant l'Iran a provoqué une forte hausse des prix de l'énergie, ravivant les craintes d'un choc inflationniste mondial et d'un ralentissement de la croissance.

Cette séquence a toutefois été partiellement inversée à partir de la mi-juin avec l'accord conclu entre Washington et Téhéran autour du détroit d'Ormuz. Le reflux du pétrole a permis aux marches de revenir vers un scenario moins défavorable : une croissance mondiale ralentie, mais sans récession généralisée, et une inflation appelée à refluer si les tensions énergétiques ne se prolongent pas.

Le trimestre a également été marqué par un changement institutionnel majeur aux Etats-Unis : l'arrivée de Kevin Warsh à la présidence de la Réserve Fédérale. Son premier message a été interprété comme plus ferme qu'attendu sur la lutte contre l'inflation, tout en réaffirmant l'indépendance de la banque centrale et l'objectif d'inflation de 2 %. Cette inflexion a pesé sur les anticipations de taux, soutenu le dollar et entretenu la volatilité obligataire.

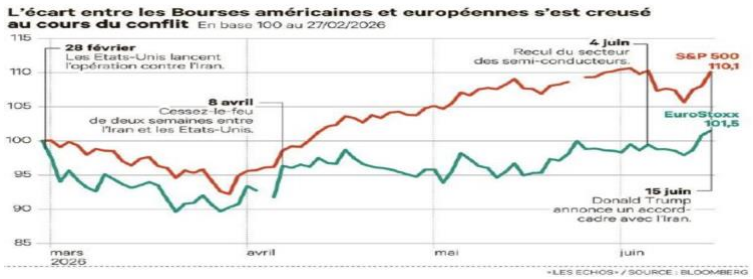
L'économie mondiale aborde le second semestre 2026 dans une situation plus fragile qu'au début de l'année, mais sans basculement récessif généralisé. La croissance ralentit sous l'effet de trois forces : des taux d'intérêt encore élevés, une consommation moins dynamique dans plusieurs grandes économies et une incertitude géopolitique persistante.

INFO Évolution de principaux indices boursiers

Bilan Année 2026	31/12/2025	30/06/2026	Variation
Shanghai composite	3968,84	4094,4	3,16%
Dow Jones Industrial	48063,29	52319,2	8,85%
Nasdaq	23241,99	26213,72	12,79%
S&P 500	6845,5	7499,36	9,55%
Nikkei 225	50339,48	70062,32	39,18%
CAC 40	8149,5	8403,99	3,12%
Eurostoxx 50	5791,41	6238,09	7,71%
OR	4315,09	4008,49	-7,11%
Pétrole (Brent)	60,91	72,92	19,72%
Cuivre	12504	13341	6,69%
EUR/USD	1,17485	1,1424	-2,76%

LGF Patrimoine SARL au capital de 10 000€. Code APE : 66227 | SIREN : 507 475 523 RCS Nîmes. Siège social : 850 rue Étienne Lenoir, Pôle Delta littoral A - 30900 Nîmes. Immatriculé au registre unique des intermédiaires en assurance, banque et finance sous le n° 080 455 90 (qui est consultable sur le site www.orias.fr) en qualité de conseiller en investissements financiers (CIF) adhérent de la Chambre Nationale des Conseils en Gestion de Patrimoine, association agréée par l'Autorité des Marchés Financiers et courtier d'assurance ou de réassurance, et courtier en opérations de banque et en services de paiement.

Au second trimestre, les marchés actions mondiaux, à l'exception de l'Europe, ont connu leur meilleure période depuis le second trimestre 2020 avec une hausse de l'ordre de 13%. Dans les faits, il s'agit du meilleur trimestre de ces 15 dernières années.
Il faut néanmoins remarquer que se sont principalement les valeurs technologiques ainsi que celles spécialisées dans les puces qui sont la cause de cette tendance. Ainsi, par exemple sur le Nasdaq, Intel avance de 216,4%, Micron s'adjuge 241,7% et AMD progresse de 185,6%. En termes d'indices le MSCI Emerging Market comme le Nasdaq progresse de plus de 20% (respectivement 23,3% et 21,41%) alors que l'Eurostoxx large n'augmente que de 10% et que notre CAC 40 plafonne sous les 8% (cf. tableau ci-dessus).



La progression de certains indices boursiers est intéressante à décrypter et laisse planer quelques incertitudes pour les mois futurs. Ainsi sur le S&P 500, dix entreprises (Nvidia, Alphabet, Apple, Microsoft, Amazon, Broadcom, Tesla, Meta, Micron, Eli Lilly) font 40% de l'indice. Mieux encore, SK Hynix et Samsung Electronic représentent à elles deux 60% du poids de l'indice coréen. Toujours en Asie, 3 valeurs dont 2 coréennes et une taïwanaise (SK Hynks , Samsung Electronics et TSMC) représentent 1/3 de l'indice MSCI Émergent qui est composé de 1200 entreprises dont des sociétés chinoises !

INFO Évolution des taux d'intérêts

Le deuxième trimestre 2026 marque une rupture dans les anticipations des politiques monétaires. Alors que les marchés abordaient l'année avec la conviction que le cycle de baisse des taux engagé fin 2025 allait progressivement s'amplifier, le regain des tensions géopolitiques au Moyen-Orient et la remontée temporaire des prix de l'énergie ont conduit les principales banques centrales à adopter un discours sensiblement plus prudent.

Au-delà des décisions à propos de l'évolution des taux directeurs, c'est surtout la communication des banques centrales qui a évoluée. Les autorités monétaires ont progressivement abandonné l'idée d'un calendrier prévisible d'assouplissement pour revenir à une approche entièrement dépendante des données macroéconomiques. Cette évolution s'est traduite par une remontée des taux courts implicites et par une pentification modérée de certaines courbes souveraines.

Le fait marquant du trimestre est incontestablement l'arrivée de Kevin Warsh à la présidence de la Réserve fédérale, en remplacement de Jerome Powell. Son premier comité de politique monétaire n'a pas modifié les Fed Funds, maintenus dans une fourchette de 3,50 % à 3,75 %, mais il a profondément modifié la communication de l'institution.

En revanche il n'y a pas eu de surprise pour la Banque Centrale Européenne (BCE) et celle du Japon (BOJ) qui ont relevé leurs taux directeurs de 0,25%. La BCE par crainte d'un effet de « second tour » de l'inflation et la BOJ pour à la fois soutenir sa monnaie et peser sur les prix.

Taux directeurs %	30/12/2024	31/03/2025	30/06/2025	30/09/2025	31/12/2025	31/03/2026	30/06/2026
BCE	3	2,4	2,15	2,15	2,15	2,15	2,4
BOE	4,75	4,5	4,25	4,25	3,75	3,75	3,75
BOJ	0,25	0,5	0,5	0,5	0,75	0,75	1
BNS	0,5	0,25	0	0	0	0	0
Fed	4,5	4,5	4,5	4,25	3,75	3,75	3,75

LGF Patrimoine SARL au capital de 10 000€. Code APE : 66227 | SIREN : 507 475 523 RCS Nîmes. Siège social : 850 rue Étienne Lenoir, Pôle Delta littoral A - 30900 Nîmes. Immatriculé au registre unique des intermédiaires en assurance, banque et finance sous le n° 080 455 90 (qui est consultable sur le site www.orias.fr) en qualité de conseiller en investissements financiers (C|F) adhérent de la Chambre Nationale des Conseils en Gestion de Patrimoine, association agréée par l'Autorité des Marchés Financiers et courtier d'assurance ou de réassurance, et courtier en opérations de banque et en services de paiement.

Évolution des taux à long terme :

Les marchés obligataires ont connu un trimestre volatil, principalement sous l'effet du choc géopolitique au Moyen-Orient et de la révision des anticipations des politiques monétaires. Après une remontée des rendements souverains en avril et mai, liée à la hausse des prix de l'énergie et au report des attentes de baisse des taux, les taux longs se sont progressivement stabilisés en juin à la faveur de la détente entre les États-Unis et l'Iran.

Emprunts d'Etat	30/06/2024	30/09/2024	30/12/2024	31/03/2025	30/06/2025	30/09/2025	31/12/2025	31/03/2026	30/06/2026
10 ans France	3,272%	2,873%	3,148%	3,519%	3,231%	3,437%	3,574%	3,762%	3,631%
10 ans Allemagne	2,501%	2,127%	2,385%	2,697%	2,646%	2,720%	2,95,4%	3,056%	2,906%
10 ans Italie	4,064%	3,371%	3,451%	3,790%	3,410%	3,531%	3,444%	3,858%	3,593%
10 ans USA	4,329%	3,783%	4,582%	4,228%	4,252%	4,155%	4,121%	4,378%	4,453%

L'économie

L'économie mondiale est demeurée résiliente au deuxième trimestre 2026, malgré un environnement marqué par un regain de tensions géopolitiques et des conditions monétaires toujours restrictives. Les dernières projections du FMI et de l'OCDE tablent sur une croissance mondiale proche de 3 % en 2026, en léger retrait par rapport à 2025.

Le conflit au Moyen-Orient a temporairement ravivé les tensions inflationnistes via la hausse des prix de l'énergie, avant que l'accord entre les États-Unis et l'Iran ne favorise une détente des cours du pétrole et une amélioration du sentiment des marchés.

Les États-Unis sont restés le principal moteur de la croissance mondiale, tandis que la zone euro a évolué dans un environnement de croissance modérée et que la Chine a poursuivi sa transition vers un modèle davantage centré sur la demande intérieure, sans parvenir à compenser pleinement la faiblesse persistante du secteur immobilier.

Dans ce contexte, les investisseurs ont privilégié le scénario d'un ralentissement économique maîtrisé, soutenu par la résilience des bénéfices des entreprises et les investissements liés à l'intelligence artificielle, aux infrastructures et à la défense.

Aux Etats-Unis, l'économie américaine a confirmé sa résilience au deuxième trimestre 2026, conservant un rythme de croissance supérieur à celui des autres grandes économies développées. La progression du PIB est attendue autour de 2 % sur l'ensemble de l'année, soutenue par une consommation des ménages encore dynamique et des investissements soutenus dans l'intelligence artificielle, les infrastructures numériques et la réindustrialisation. Le regain temporaire d'inflation provoqué par la hausse des prix de l'énergie a conduit la Réserve Fédérale à adopter un discours plus prudent en réaffirmant sa priorité à la stabilité des prix. L'accord conclu entre les États-Unis et l'Iran en fin de trimestre a néanmoins permis une détente des cours du pétrole, confortant le scénario d'un ralentissement économique maîtrisé plutôt que d'une récession. Les États-Unis demeurent le principal moteur de la croissance mondiale, grâce à la solidité de leur demande intérieure, à la vigueur de leur capacité d'innovation et à une politique industrielle qui continue de soutenir l'investissement productif.

La zone euro, l'escalade militaire au Moyen-Orient et la hausse temporaire des prix du pétrole ont ravivé les inquiétudes concernant l'inflation, alors même que les principaux indicateurs conjoncturels confirmaient un ralentissement de l'activité. La croissance demeure modérée ; les dernières estimations situent la progression du PIB de la zone euro autour de 0,9 % en 2026, contre 1,2 % attendus quelques mois auparavant. Cette révision traduit principalement la faiblesse persistante de l'investissement privé et un secteur manufacturier toujours à la peine. La consommation des ménages continue de bénéficier d'une amélioration graduelle des revenus réels grâce au reflux progressif de l'inflation sous-jacente.

 **La France**, l'économie a fait preuve d'une certaine résilience durant le trimestre. L'activité demeure principalement soutenue par les services, le tourisme et la consommation des ménages.
Le principal sujet économique reste la situation des finances publiques. La France demeure confrontée à un déficit public élevé et a une dette dépassant largement les critères européens.
Le marché immobilier montre quelques signes de stabilisation, mais le niveau des taux d'intérêt continue de freiner les transactions et l'investissement résidentiel. Les entreprises poursuivent leurs investissements dans la transition énergétique, la numérisation et l'intelligence artificielle, mais restent prudentes face aux incertitudes économiques.

 **L'Allemagne** demeure l'économie la plus fragile parmi les grandes puissances européennes. Le ralentissement de l'industrie manufacturière continue de peser sur la croissance. Les secteurs automobile, chimique et mécanique restent confrontés à un ralentissement de la demande mondiale, à la hausse des coûts énergétiques et à une concurrence accrue des producteurs asiatiques.
Face à cette situation, le gouvernement conduit par Friedrich Merz a confirmé une stratégie économique davantage orientée vers l'investissement. Les dépenses consacrées à la défense, aux infrastructures et à la modernisation industrielle devraient progressivement soutenir l'activité et permettre au pays de retrouver une dynamique positive.

 **En Chine** l'économie continue d'avancer sur une trajectoire fragile. La croissance reste positive, mais sa composition demeure insatisfaisante. Les exportations, les investissements publics et certains secteurs technologiques sont les soutiens de l'activité, tandis que la consommation intérieure et l'immobilier restent faibles. Le secteur immobilier demeure le principal frein à la reprise, or, il joue un rôle central dans la richesse des ménages chinois. Tant que ce secteur ne sera pas stabilisé la consommation restera probablement contrainte.
Les autorités chinoises ont poursuivi une politique de soutien ciblé en privilégiant des mesures graduelles : baisse sélective des taux, soutien au crédit, aides aux collectivités locales.
Les tensions commerciales avec les Etats-Unis restent un facteur structurant. Les restrictions technologiques, notamment pour les semi-conducteurs, l'intelligence artificielle et les équipements de pointe, poussent Pékin à accélérer sa stratégie d'autonomie industrielle.

 **Au Japon,** l'économie après plusieurs décennies de faible inflation et de croissance atone poursuit sa normalisation. La hausse des salaires, le retour d'une inflation positive et l'amélioration de la gouvernance des entreprises ont profondément modifie le paysage national. Après des années de taux proches de zéro, la Banque du Japon poursuit prudemment la normalisation de sa politique monétaire en augmentant ses taux directeurs et en laissant les taux longs monter. Le défi de la Banque du Japon consiste à éviter deux risques opposés : resserrer trop vite sa politique monétaire, ce qui fragiliserait la reprise, ou rester trop accommodante, ce qui accentuerait la faiblesse du yen et l'inflation importée.
Actuellement, le Japon bénéficie d'un positionnement favorable sur plusieurs thèmes structurels comme la robotique, l'automatisation, les équipements pour semi-conducteurs, les composants électroniques et les matériaux de haute précision.

Pour conclure

Si nous prenons l'hypothèse que le conflit au Moyen Orient ne s'enflamme pas à nouveau, le scénario central pour le troisième trimestre 2026 demeure celui d'un ralentissement économique maîtrisé, sans récession mondiale. Les États-Unis continueront à soutenir la croissance mondiale grâce à une demande intérieure résiliente et à des investissements soutenus dans les secteurs stratégiques, tandis que la zone euro poursuit une reprise plus graduelle et que la Chine peine encore à retrouver une dynamique domestique durable. La désinflation devrait reprendre progressivement avec la normalisation des prix de l'énergie, permettant aux banques centrales de maintenir une approche prudente mais moins restrictive à moyen terme. Dans ce contexte, les perspectives économiques restent constructives, même si les risques géopolitiques et commerciaux continueront d'alimenter la volatilité. Les prochains mois devraient ainsi être davantage influencés par l'évolution des fondamentaux macroéconomiques que par les décisions de politique monétaire, appelant à une gestion sélective et disciplinée des allocations d'actifs.

LGF Patrimoine SARL au capital de 10 000€. Code APE : 66227 | SIREN : 507 475 523 RCS Nîmes. Siège social : 850 rue Étienne Lenoir, Pôle Delta littoral A - 30900 Nîmes. Immatriculé au registre unique des intermédiaires en assurance, banque et finance sous le n° 080 455 90 (qui est consultable sur le site www.orias.fr) en qualité de conseiller en investissements financiers (C|F) adhérent de la Chambre Nationale des Conseils en Gestion de Patrimoine, association agréée par l'Autorité des Marchés Financiers et courtier d'assurance ou de réassurance, et courtier en opérations de banque et en services de paiement.

Dans l'environnement actuel où un sentiment de bulle financière commence à poindre principalement envers les valeurs technologiques, une approche de gestion prudente et sélective s'impose. Le Cabinet LGF Patrimoine dans ce contexte mouvant et surprenant est à votre disposition pour échanger avec vous et étudier le cas échéant les stratégies à mettre en œuvre pour la gestion de votre épargne.

Nous restons à votre disposition pour répondre à vos interrogations et vous accompagner dans la gestion de votre patrimoine.

Laurence GARCIA **Marc FABAYRE**

LGF Patrimoine SARL au capital de 10 000€. Code APE : 66227 | SIREN : 507 475 523 RCS Nîmes. Siège social : 850 rue Étienne Lenoir, Pôle Delta littoral A - 30900 Nîmes. Immatriculé au registre unique des intermédiaires en assurance, banque et finance sous le n° 080 455 90 (qui est consultable sur le site www.orias.fr) en qualité de conseiller en investissements financiers (C|F) adhérent de la Chambre Nationale des Conseils en Gestion de Patrimoine, association agréée par l'Autorité des Marchés Financiers et courtier d'assurance ou de réassurance, et courtier en opérations de banque et en services de paiement.